

PRIX DE L'ABONNEMENT.

Edition Quotidienne. Par an, (payable d'avance par semestre)... \$5 00

L'UNION NATIONALE

EDITION BI-HEBDOMADAIRE.

LANCOT & THOMPSON, --- Editeurs-Propriétaires.

ANNONCE

Des arrangements très-faciles et à bon marché pourront être faits pour la publication des annonces dans cette édition

On écoute à cet établissement toutes sortes d'ouvrages, tel que: Livres, Pamphlets, Carte d'Affaires, Billets de Faire Part.

Des Cartes de Visite sont imprimées en quelques minutes. Le tout à plus bas prix que partout ailleurs.

Toutes communications qui ne sera adressée franco ne seront reçues.

Feuilleton de "L'Union Nationale"

LE MAUVAIS ŒIL ou LE SPECTRE NOIR.

(Traduit de l'anglais.)

— Et pourquoi n'en avez-vous parlé qu'à elle seule? demanda Charles. Je ne vois pas que ça pu être votre motif de chaque tour...

— Vous le voyez, dit-elle, Henri: ils sont tous contre moi, ils en veulent à votre bonheur et à ma vie. Avez-vous entendu Lindsay se reprocher de n'avoir d'affection que pour vous seul?

— Ne perdez point courage, Henri, lui cria sa mère; j'ai eu maintes fois une femme pour vous, le duc de Billobery. C'est une alliance honorable.

— Assurément, dit son mari avec un rire sardonique, un homme qui a cinquante mille arpents de terre... sur les montagnes! Ma foi, Henri, si le mariage réussit, vous serez le plus heureux des hommes, et vous pourrez vous nourrir d'air elle toute votre vie; mais vous n'aurez guère autre chose.

— Elle héritera de la propriété de son aïeule. — Oui, elle aura pour héritage des bruyères et des ronces. Allez, allez, Henri; exécutez votre projet, madame. Rien ne vous en empêche. L'esprit seulement que vous nous lancerez à la noce.

— Ma mère, dit Woodward en prenant d'un air affectueux la main de Mme Lindsay et la lui pressant avec un geste significatif, accompagné d'un regard d'intelligence, madame, pardonnez-moi ce que je vais dire. Sur mon honneur, je dois vous donner un conseil. Il fut être plus douce pour Maria et Charles, et ne point traiter mon père avec si peu d'époux.

— Je crois en vérité, dit le trop confiant et trop candide Charles, que le mieux est de vous en rapporter absolument à lui. Quant à moi, j'y suis tout disposé. Après les sages paroles que vous venez de prononcer, je pense que vous avez droit, Henri, à toute notre confiance.

— Vous faites trop de cas de moi, Charles; mais vous ne voyez pas que le mieux est de vous en rapporter absolument à lui. Quant à moi, j'y suis tout disposé. Après les sages paroles que vous venez de prononcer, je pense que vous avez droit, Henri, à toute notre confiance.

— Si la fortune est en question, Henri, soyez sûr que la mort même ne trouvera facile à votre secret. Dieu me punisse, si jamais je vous trahis!

— Bien, voilà un engagement solennel, et m'y fierai encore pour cette fois. Seulement, sachez-le, si vous ouvrez la bouche là-dessus, tout est perdu à jamais.

— Ne craignez rien, j'ai juré de garder le silence. — Hé bien! écoutez. Si vous savez le latin je pourrais vous dire une Virgile.

— La jeune fille est fatalement condamnée, elle est perdue, je suis en train de la tuer. — De la tuer? bon Dieu! Et comment? Pas de violence ouverte, au nom de Dieu! Vous savez que cela ne vaut rien.

— Oui, oui, je sais cela. Ce n'est pas par violence, madame; je n'emploie pas d'autre arme que cet œil noir qui brille à mon front.

— Dieu! avez-vous le pouvoir fatal? — Oui, ma mère, j'ai ce pouvoir, et à un haut degré. Dussé-je même le plus la revoir, je crois lui avoir déjà fait une blessure qui la menera au tombeau, lentement, insensiblement. Elle n'aura point de famille, ma mère; et alors, à qui revient la propriété dont elle est l'héritière?

— Hélas! Henri, dit Charles, combien peu d'âmes sont à l'épreuve d'une prospérité soudaine! Elle n'avait point cette hauteur méprisante quand elle n'était pas si riche! Très-bien! si elle se montre égoïste et infidèle à ses engagements, je saurai avoir de la résolution et du cœur. Elle peut être assurée que je ne la traherai point; seulement, je ne ne lui envoie guère la tranquillité dont sa conscience doit jouir.

— Ne soyez point précipité dans vos conclusions, Charles! Nous devons la juger charitablement et généreusement; moi même, je ne pense pas qu'elle soit tant à blâmer. O'Connor, je pense... comment dites-vous?

— Oui, O'Connor! — C'est cela même, O'Connor. Je pense qu'il est au fond de tout cela. Il est jeune, aimable, très-riche, et en relations intimes avec la famille. Que faut-il de plus? Remarque bien que je ne sais rien de particulier à cet égard. Mais, dites-moi, voulez-vous m'abandonner le soin de cette affaire?

— Complètement, mon cher Henri, et de tout cœur, dit Charles en lui prenant chaleureusement la main. Je vous l'ai déjà dit, je ne veux plus agir que par vos conseils.

— Ainsi vous approuvez d'avance ce que je pourrai faire, et vous me permettez, vous, de rester tranquille, et de ne point agir avant que je ne vous le dise?

— Tout ce que vous voudrez, Henri, et comme vous le voudrez. — Bien, Charles, de cette façon nous remporterons une double victoire, je l'espère. Ah! ah! tout ce qui est simplement en péril n'est pas perdu. La pauvre enfant est entourée d'une clique odieuse. Les prêtres se sont mêlés de tout cela. La famille Goodwin, vous le savez, est catholique; O'Connor l'est aussi. D'autre part, la pauvre Alice n'a point la dureté de la pierre. Mais en voilà bien assez là-dessus pour aujourd'hui. En récompense de ce que j'ai bien voulu vous dire, envoyez-moi mon autre patient, ma douce mère. J'ai le projet de tenter tous les efforts possibles pour mettre fin à la misérable existence que nous devons mener avec elle.

— Ma mère, dit-il, veuillez vous asseoir. — Elle s'assit cette fois sans rien dire, inquiète mais dominée et soumise; ses manières le montraient.

— Moi, dit son fils, moi à qui la propriété devait revenir, moi, à qui elle reviendra... — Mais êtes-vous sûr de cela?

— Nullement, je le crains bien, tant que j'aurai une mère comme vous, à qui je ne puis rien confier. Pourquoi me trahir auprès de cette sotte famille?

— Je n'ai pu m'en empêcher, je vous l'ai dit. Mon caractère violent a été plus fort que ma prudence.

— Oui, et je crains bien qu'il n'en soit toujours de même. Je pourrais maintenant vous apprendre une nouvelle intéressante à propos de cette fortune, et des imbéciles qui en sont les possesseurs. Mais comment vous confier un secret?

— Si la fortune est en question, Henri, soyez sûr que la mort même ne trouvera facile à votre secret. Dieu me punisse, si jamais je vous trahis!

— Bien, voilà un engagement solennel, et m'y fierai encore pour cette fois. Seulement, sachez-le, si vous ouvrez la bouche là-dessus, tout est perdu à jamais.

— Ne craignez rien, j'ai juré de garder le silence. — Hé bien! écoutez. Si vous savez le latin je pourrais vous dire une Virgile.

— La jeune fille est fatalement condamnée, elle est perdue, je suis en train de la tuer. — De la tuer? bon Dieu! Et comment? Pas de violence ouverte, au nom de Dieu! Vous savez que cela ne vaut rien.

— Oui, oui, je sais cela. Ce n'est pas par violence, madame; je n'emploie pas d'autre arme que cet œil noir qui brille à mon front.

— Dieu! avez-vous le pouvoir fatal? — Oui, ma mère, j'ai ce pouvoir, et à un haut degré. Dussé-je même le plus la revoir, je crois lui avoir déjà fait une blessure qui la menera au tombeau, lentement, insensiblement. Elle n'aura point de famille, ma mère; et alors, à qui revient la propriété dont elle est l'héritière?

même la pensée, il en était sûr, de chercher à renouer des relations dont il aurait eu horreur. Elle-même apparaissant, la fondre éblouant avec un fracas terrible et soudain, aurait été moins terrifiante: c'était le dernier coup qui allait tout finir. Elle ne fit que l'entrevoir; mais ce fut assez pour apercevoir le regard fatal, chargé de malignité, et plein d'un triomphe diabolique sous une apparence de politesse. Alice plaça ces deux mains sur ses yeux, jeta un cri perçant et tomba en convulsions.

— Ciel! s'écria le nouveau venu, qu'a donc Miss Goodwin? Est-elle souffrante? — Monsieur, lui dit son père, comment se fait-il que vous venez tout embarrassé de votre présence en un pareil moment?

— Mais, mon cher monsieur, répondit le visiteur avec sa courtoisie ordinaire, comment voulez-vous que je sache ce qui se passe ici? La porte du vestibule était ouverte, comme de coutume ainsi que la porte de cette chambre, et je suis tout naturellement entré, comme j'ai l'habitude de le faire, pour présenter mes respects à la famille.

— Bien, dit M. Goodwin: la porte du vestibule était ouverte; elle ne le sera plus à l'avenir. Veuillez sortir de cette chambre, M. Woodward, votre présence est plus qu'inutile ici.

— Oh! certainement, répondit celui-ci; je le vois bien. Mais je vous assure que je ne serais pas entré, si j'avais su que miss Goodwin fût indisposée.

— Elle l'est en effet; elle est souffrante, malade à la mort même; je le crains. Et maintenant, continua-t-il quand ils furent arrivés ensemble à la porte de sortie, je vous dirai plus. Sachez que je désire et exige, j'en ai le droit, que vos visites cessent. Toute relation, quelle qu'elle soit, est brisée entre nous.

— Convenez, M. Goodwin, que c'est là une étrange manière de parler; comme vous êtes homme d'honneur, j'ai droit à une explication. Ne m'avez-vous pas donné la permission de venir ici, vous, votre femme et votre fille? Je ne crois point avoir à me reprocher rien d'inconvenant au hors de propos; quel peut donc être votre motif pour m'ôter un privilège dont j'étais honneur?

— Hé bien, répondit le père, regardez dans votre conscience; là, peut-être, vous pourrez trouver l'explication que vous demandez. Je suis maître chez moi. Veuillez songer à cela, et vous retirerez sans que j'en dise davantage. Encore une fois, ceci est votre dernière visite.

— J'aurais-je revendu demain pour m'informer de la santé de miss Goodwin? — Nullement. — J'aurais-je envoyé demander de ses nouvelles?

— Non. Retirez-vous, Monsieur. Je n'ai point le temps de vous répondre. Il faut que j'aille près de ma fille.

Woodward le regarda fixement pendant une seconde: sous ce regard, M. Goodwin sentit sa force comme s'échapper de ses membres; une sensation de faiblesse et de terreur le pénétra jusqu'au fond de son être. Henri partit sans rien ajouter, mais il laissait derrière lui, sous l'impression homicide de son œil, un vieillard désespérant du salut de sa fille. M. Goodwin put juger par lui-même les effets terribles de ce mystérieux pouvoir.

Les convulsions auxquelles Alice était en proie se succédèrent l'une à l'autre sans interruption, pendant plus de deux heures. Au bout de ce temps, le calme commença à revenir lentement; mais avec le calme survint un état d'épuisement et de terreur tel que la pauvre fille semblait suspendue entre la vie et la mort. Son père presqua fou de douleur, transporta entre ses bras dans sa chambre sur son lit, auprès duquel il s'assit dans morne silence. Quand enfin elle eut repris assez de force pour pouvoir parler, son père lui dit:

— Ma chère enfant, reprenez courage: ce méchant homme ne réparera plus jamais dans cette maison. C'est fini: vous n'avez plus rien à craindre de lui. Je lui ai donné son congé une fois pour toutes, et vous ne le reverrez jamais.

— Mais je crains bien, cher père, qu'il soit trop tard: dit-elle d'une voix si faible qu'on aurait dit un soufle, je me sens frappée mortellement: j'ai peine à croire que je puisse passer la nuit. Oh! ces heures de la nuit, comme je les crains! Non! il ne faut point s'étonner que la première apparition de cet homme dans notre demeure ait été annoncée par l'orage et la tempête! Oh! que Dieu me protège, et surtout l'éloigne de mes rêves! Tout-à-coup, c'est pour moi une consolation et un soulagement de savoir qu'il ne reviendra plus ici. Oui, je sens que cette idée me fait bien. Mais cela suffira-t-il à m'ôter la pensée que je suis sur le point de mourir?

— Allons, chère Alice, lui dit sa mère, rejetez cette idée: nous trouverons un homme en rapport avec les fées, et qui saura vous guérir. Un médecin ordinaire n'entend rien aux maladies de cette espèce.

— Non, non, répondit le père, je ne veux point de ces gens-là sous mon toit. C'est chose incertaine et immorale que d'avoir affaire avec eux: l'Église nous le défend, d'ailleurs. Qui sait si nous ne tomberions pas sur un sorcier: pensez qu'elle affaire ce serait, quels remèdes, de voir un de ces êtres, supporté du roi des ténés, venir faire ici ses incantations, et monter peut-être sur un bûcher la semaine suivante. Non, nous avons un médecin honnorable, qui sa réputation et sa famille à sauvegarder, et qui, par conséquent, regarda à deux fois à ce qu'il fait. Non, point de ces gréisseurs maléfiques qui sont la malédiction de notre pays.

— Soit, répliqua sa femme, cela est vrai. Je suis de votre avis à présent. — Oh! non, cher père, dit à son tour Alice, je ne veux pas voir d'homme en relation avec les fées. Sa vue seule suffirait pour me faire exhaler le peu de vie qui me reste.

Dependant Woodward, au milieu de ses plans divers, et il en avait beaucoup en tête à la fois, ne se trouvait pas peu embarrassé: il commençait à douter de leur réussite.

— Quand à son beau-père, homme d'un cœur noble et généreux autant que franc et ouvert,

il était longtemps resté sous l'empire de l'étonnement en apprenant la rupture de Charles avec Alice Goodwin. La fortune dont celle-ci avait hérité n'était jamais entrée dans l'âme du digne Squire comme une raison de rompre l'engagement. Il savait bien apprécier le désintéressement généreux que son fils avait montré en cessant ses démarches après cet événement. Néanmoins, il sentait que tout n'était pas selon le cours ordinaire des choses: quelque influence maligne et méchante avait travaillé à empêcher que Charles ne reprît ses relations avec les Goodwin, tandis qu'ils semblaient rechercher Woodward.

Quelle pouvait être cette influence? Il ne savait le découvrir, et encore moins le comprendre. Un matin que toute la famille était réunie autour de la table pour le déjeuner, il exprima ouvertement sa pensée:

— Je ne puis comprendre, dit-il, la conduite des Goodwin. Leur fille, à en juger par les apparences, a rejeté son plus ancien prétendant, Charles, que voici. Cela ne me semble pas bien, il y a là-dessous quelque chose de capricieux, d'égoïste. Néanmoins, je suis curieux de savoir comment et pourquoi elle se conduit ainsi. Il faut qu'il y ait quelque mystère là-dessous. Pour moi, bien longtemps avant qu'Alice ne fût une héritière, je m'étais promis de faire ce mariage. Je n'avais donc aucun intérêt d'argent à satisfaire, je ne voulais que leur bonheur à tous deux. Je ne vois pas pourquoi le changement survenu dans la fortune d'Alice, me ferait abandonner un projet aussi désintéressé. J'y persiste, et sera bien fort qui pourra m'empêcher de le mettre à exécution.

— Mon père, dit Charles, si vous avez quelque pitié pour moi, je vous en prie, renoncez à ce projet. O'Connor est le mieux accueilli maintenant; et il est riche, tandis que je ne le suis pas. La seule faveur que je vous demande est de ne plus même faire allusion à ce sujet, si pénible pour moi.

— Mon cher fils, non seulement j'y ferai allusion, mais encore je demanderai une explication.

— Mon père, dit alors Henri, j'espère que nul d'entre nous ne serait capable d'une bassesse pareille. Moi-même j'ai plaidé la cause de mon frère devant cette fille sans cœur, et je l'ai fait assez clairement. Qu'en est-il résulté? J'ai été puni de ma témérité par la défense de remettre les pieds dans cette maison. Ils m'ont dit, sans donner aucune raison, qu'il ne valait plus avoir aucun rapport avec nous. Comme le dit Charles, O'Connor est l'œil du moment.

— Cela est faux, interrompit Marie, les yeux enflammés d'une indignation qu'elle ne savait plus maîtriser. Cela est une calomnie! Mon père, c'est vous qui avez raison; faites comme vous l'avez dit, demandez une explication aux Goodwin: Je sens en moi-même que tout ceci est l'œuvre de génies maléfiques.

— Oui, oui, j'irai, chère Marie, lui dit son père. Après tout, ce n'est que justice: ils ont droit aussi bien que nous. Et pour peu que l'affaire ne soit pas absolument impossible, je verrai se réaliser mon vœu le plus cher pour Charles.

— Et pourquoi ne pas proposer Henri? cria Mme Lindsay; n'était-ce pas à lui que la propriété devait d'abord revenir? Il y a les papiers et les justes droits.

— Vous voilà encore, lui dit son mari, avec vos principes maudits d'égoïsme et de cupidité. Charles a de plus grands droits, ceux d'une affection pure et légitime, et je saurai les faire valoir.

(A continuer.)

WILLIAM CARLETON.

JEUDI, 7 FÉVRIER 1867,

DÉPÊCHES SPÉCIALES

Toronto, 6 fév. — Le marché aux produits est très lourd, et le blé ne se vend presque pas, bien qu'il y ait beaucoup d'offres. Le blé, du printemps se tient à \$1.41.

Québec 6 fév. — La Cour du Banc de la Reine a terminé sa session aujourd'hui. Voici les sentences qu'elle a rendues: — Jean B. Simard et sa femme et Joseph Simard, épouse de Louis St. Gelas, pour vol, 12 mois aux travaux forcés dans la prison commune. William Church, manslaughter, sur sa femme, 5 ans de pénitencier. Edward Thompson, soldat de la brigade de carabiniers, assault sur une jeune fille de neuf ans avec intention de viol, 3 ans de pénitencier. John Smith, soldat de l'artillerie royale, forgé un ordre du bureau de poste, 4 ans de pénitencier. E. Guillette, recel de marchandises volées, 12 mois de travaux forcés. T. Bellanger, avoir poignardé, 5 ans de prison de réforme.

La Chambre de Commerce a tenu son assemblée trimestrielle aujourd'hui.

Ottawa, 6 fév. — Il paraît certain que l'hon. J. A. McDonald va se marier en Angleterre avant de revenir en Canada. La malle de Montréal d'hier matin n'est arrivée ici que ce soir. Les journaux d'aujourd'hui ne sont pas encore arrivés.

Le cabinet s'assemblera ici le 20 courant sous la présidence de Son Excellence, l'administrateur général.

ÉPIGRAPHIE GÉNÉRALE

Par le Cille

DÉMONSTRATION DES RÉFORMISTES.

NOUVELLES COMPLICATION EN ORIENT.

Londres, 5 fév. — Pendant que le discours d'un trône se prononçait, ce matin, le peuple criait au dehors "Reform! Reform!"

Londres, 5 fév. soir. — Les dernières dépêches reçues d'Orient, ce soir, indiquent de nouvelles complications. Le peuple de Serbie s'arme contre la Porte Ottomane, tandis qu'à Constantinople, le parti de la paix augmente en nombre et en influence. On dit de plus que le Vice-Roi d'Égypte a envoyé des agents pour s'assurer si les principales puissances européennes seraient favorables à sa complète indépendance de la souveraineté de la Sublime Porte.

Berlin, 5 fév. — Le Duc de Flandres, héritier présomptif du trône de Belgique, va épouser prochainement la princesse Hohenzollern.

NOUVELLES AMÉRICAINES

New-York, 6 fév. — Une dépêche spéciale adressée au Post dit que le comité de reconstruction a adopté, ce matin un bill énergique pour le gouvernement provisoire des États du Sud. Ces États seraient remplacés temporairement sous le régime de la loi martiale.

LA CONFÉDÉRATION UNE QUESTION DE CHEMIN DE FER!

Le misérable Zoile du Journal de Québec a enfin arboré ses véritables couleurs. En 1858, ce Joseph Cauchon, alors déchu du pouvoir, ne voyait dans la confédération qu'une question de vie ou de mort pour la nationalité française et la foi catholique. En 1864, il frappait de verges sa doctrine de 1858 et il n'en sortait qu'une question de pouvoir! Il a flagellé son pamphlet de 1864, et il en est sorti une question de chemin de fer. C'est le cas de dire avec un grand poète moderne: "Triple vexé! triple menteur!" C'est à lui, s'est un Journal de Québec, que le Canadien fait allusion dans l'admirable article que nous reproduisons plus bas. M. Evanturel ne mentionne pas dans son article le chiffre qui a payé la trahison du Cauchon de Québec. Le Pays l'a fait: OSZE MILLE QUELQUES CENS \$ DOLLARS EN UNE SEULE ANNEE! Eh bien, c'est payé onze fois trop cher, surtout après le rappel du traité de réciprocité! On demande ce qu'il lui faudrait à ce phoque laid: le fer rouge ou la saignée!

Ce misérable a osé dire que pour le Bas-Canada la question de la confédération était d'avoir le chemin de fer intercolonial et, que sans ce chemin de fer, la confédération ne vaudrait pas ça! — le bout de l'ongle! Et Fréchette ne dédicra pas une pièce de vers immortels à ce mortel traître politique!

Ah! ça qu'on ne s'étonne pas: il y a des limites à la patience, et quand celle du Canadien est épuisée, il n'est pas surprenant que la nôtre tienne à sa fin.

Pour aujourd'hui, nous citons le Canadien; mais si nous renouvelons la guerre aux traités, nous leur remettons la nôtre!

Le Canadien dit: "L'autre jour, nous étions surpris d'entendre un journal ministériel des plus importants, déclarer que la confédération n'était le chemin de fer intercolonial, et qu'il ne voudrait pas de la confédération sans ce chemin de fer."

"Ainsi, voilà un organe qui serait prêt à nous laisser engouler par les annexions, et à perdre, à son point de vue, bien entendu, la seule occasion de sauver notre nationalité, s'il ne peut avoir le chemin d'Halifax."

"La confédération serait donc avant tout la voie ferrée de Québec jusqu'à la ville d'Halifax. Sans elle, la confédération ne devrait être acceptée. A ce compte, les plus grands patriotes seraient les constructeurs, et après eux, tous les artisans sous-entrepreneurs de ce chemin; celui qui aura le plus travaillé à la défense de nos droits nationaux, sera celui qui aura élevé le plus long et le plus haut terrassement, et construit ainsi le plus fort rempart pour sauver les Canadiens-Français prainementalement."

"Après tout, cela pourrait peut-être expliquer le zèle incompréhensible et le patriotisme soudain d'un bon nombre de ministériels aujourd'hui si engoués de la confédération. Ainsi, construisons le chemin de fer, et la nationalité canadienne est sauvée de l'annexion; si nous ne pouvons le construire, nous ne voulons pas de la confédération; on peut donc attendre, et la nationalité canadienne est encore sauvée de cette même annexion. Le chemin de fer, c'est donc l'âme de la nation, l'idée principale des moteurs de la nouvelle constitution."

"Nous nous rappelons que l'on a cependant beaucoup attaqué l'honorable M. Dorion, parce que lui aussi, avait osé dire en chambre que la confédération n'était qu'un prétexte inventé par les amis du Grand Tronc, qui voulaient faire fortune en construisant le chemin d'Halifax. Get avané fi érier au scandale toute la presse ministérielle."

"Voici cependant un journal du gouvernement, et des mieux posés, qui vient donner raison à M. Dorion: "On ne voudrait pas de la confédération sans le chemin de fer..." "Puisque nous pouvons encore nous passer de la confédération, si nous n'avons pas ce chemin de fer, nous ne voyons pas pourquoi l'on fasse alors tant de sacrifices pour éviter des dangers que l'on nous fait si menaçants et si inévitables. La question n'est donc plus, comme disaient les journaux ministériels, la confédération ou l'annexion!"

"En effet, si nous ne l'avions point ce chemin de fer, car, après tout, la chose est possible, que deviendrons-nous donc sans la confédération, d'après ceux mêmes qui la refusaient, eux qui nous assurent, de l'autre côté, que, sans elle, cependant, nous sommes perdus!"

"Nous n'avons pas cru que ceux qui nous imposaient la confédération avaient pour but principal, comme le disait alors M. Dorion, de construire uniquement un chemin de fer, pas plus que nous croyons le journal ministériel, lorsqu'il dit que la confédération, sans le chemin de fer, ne pourrait être acceptée."

même qui existait, en Angleterre et en Canada, longtemps avant la découverte des voies ferrées. C'est une pensée d'absorption d'une race par une autre, du remplacement d'une "vieillesse" par une "nouvelle nationalité."

"Dans la grande lutte actuelle, le chemin de fer n'est rien pour les Canadiens-Français. Leurs droits religieux et nationaux ont besoin d'autres garanties, et si la confédération doit nous perdre ou nous sauver, elle le fera sans cette entreprise commerciale."

"D'autres personnes sont en faveur de la confédération parce que le siège du gouvernement doit être à leur porte. Otez-leur cet espoir, la confédération ne vaut plus rien. C'est l'unique consolation d'un bien grand nombre."

"En vérité, c'est bien le cas de dire ici que toute notre politique d'aujourd'hui est une politique de détails, et avouons donc que nous avons dégénééré sur ce point. Rapports nous souvenant d'un quart de siècle en arrière, c'est peut de temps, eh bien ! nous le demandons, si nos chefs avaient envisagé nos luttes politiques à un point de vue aussi matériel, aussi mesquin, n'auraient-ils pas passé pour des aveugles ou des tristes ?"

"Quel changement !
Aujourd'hui, un peu d'honneur, un peu d'argent, quelques titres ou quelques contrats, un bout de chemin de fer ou l'espoir d'avoir une capitale à sa porte, ce sont toutes ces choses qui décident en première ligne. Nous progressons, vraiment !"

"Ainsi donc, nous n'avons plus d'autres institutions à défendre que des comités, d'autres religion que le commerce, d'autres chefs nationaux que des faiseurs de chemins de fer, d'autres patriotes que des entrepreneurs et des spéculateurs, d'autres défenseurs que des avocats de compagnies de chemins de fer ou de banquiers puissants, d'autres journaliers que des imprimeurs salariés de tous les gouvernements."

"Dans ce moment suprême, nous aurions besoin de ces hommes indépendants, incorruptibles et si fortement trempés du passé, mais où sont-ils ?"

"Et cependant, en ce moment, où l'on va décider de notre sort en Angleterre, il ne nous serait pas permis d'avoir et d'exprimer nos craintes, lorsque l'on a déjà trop sacrifié et que l'on nous cache encore ce qui nous attend !"

"Nous ne pourrions pas avoir d'autres craintes que celle de perdre la construction d'un chemin de fer, que nous payerions si cher, dans tous les cas, et il faudrait, pour être conservateurs véritables, accepter tout d'avance et conseiller à nos compatriotes d'en faire autant. Non, nous ne le ferons pas, et, fussions-nous seuls, nous dirions : nous avons déjà trop concédé de nos privilèges, et le peuple a raison de se défier de ce qui va se passer de l'autre côté de l'Atlantique. Le danger est plus grand pour lui que la perte d'un chemin de fer qui se fait plus facilement que cette constitution qui devra décider de notre avenir comme nation ; qu'il soit toujours sur le qui-vive !"

"Sur le qui-vive ! c'est bon à dire ; mais l'ennemi est préparé et nous sommes sans défense, nos meilleurs citoyens ont mal au cœur du passé et cela les rend fâchés dans le présent. Il y a quelqu'un qui veille, cependant. Ce quelqu'un, c'est le droit, c'est la justice, qui pour prendre ses instruments parmi les citoyens les plus humbles, leur prête souvent la force des plus puissants. A tout bon entendeur, salut !"

MÉDICER LANCOT.

GRAND CONCERT CATHOLIQUE

DE KANKAKEE, ILLINOIS.

AVIS PUBLIC.

Tous nos agents sont priés de faire leur dernier rapport, le 23 du courant, car nos livres seront fermés, le 23, à 6 h. P.M.

Il serait désirable que tous n'attendaient pas jusqu'à la dernière heure pour nous faire leurs remises, de peur que nous ne soyons accablé par un surcroît de travail que nous donnera l'enregistrement des noms des acquéreurs de billets.

Les remises peuvent se faire de différentes manières, savoir : par mandat sur la poste par une traite sur une des banques du Canada, par express ou par une personne responsable. Nous paierons volontiers l'escompte sur les trente sous dans les cas de traite ou de mandat sur poste, et toutes autres dépenses inévitables pour l'envoi de fonds.

Je profiterai de cette occasion pour avorter le public que notre Concert ne sera plus remis, et qu'il aura lieu positivement, le 25 du courant. Je prierai donc tous ceux qui veulent acheter de nos billets et ainsi participer à notre grande œuvre, de le faire au plus tôt, car le GRAND JOUR APPROCHE.

Toutes personnes qui préféreraient envoyer l'argent directement au curé de Kankakee, nous les notifions que nous accepterions des traites sur l'importe quelle banque du Canada, payables à l'ordre de M. Auguste Marchal, curé de Kankakee, en paiement de billets que nous leur livrerons à notre bureau, à Montréal.

Je prierai également le public de se rappeler que le but de notre Concert est d'établir de bonnes écoles Catholiques et de construire un couvent dans le comté de Kankakee, afin de protéger nos enfants contre les attaques incessantes des ennemis de notre religion ; et nous le prions aussi de ne pas refuser de nous secourir surtout lorsque nous lui offrons une si ample chance de compensation ; car en sacrifiant \$1 pour une bonne œuvre, chacun peut gagner \$10,000, ou \$500, etc. M. Lee avec \$5 vient de gagner \$200,000 et une pauvre femme de Milwaukee avec \$1 a aussi gagné \$5000.

Grands ou petits riches ou pauvres, venez donc au plus vite nous apporter votre contribution et nous aider à accomplir notre

grande œuvre et sauver du naufrage nos petits compatriotes.

Je suis votre serviteur,

JOHN B. L. LEMOINE.

Directeur-Général.

Boîte 835, Bureau de Poste, Montréal.

Bureau : No. 1, rue Ste-Thérèse, Montréal, coin des rues St-Vincent et Ste-Thérèse.

MONTRÉAL, 7 FÉVRIER, 1867.

P. S.—Les intérêts des acquéreurs de billets du Canada seront sauvegardés par cinq prêtres canadiens au nombre desquels sera M. George Laporte, directeur du Collège de l'Assomption.

TELEGRAPHIE GENERALE.

Dernières nouvelles par le câble

GRANDE EXCITATION POPULAIRE EN ANGLETERRE.

New York, 7 fév.—Une dépêche spéciale de Londres adressée au Herald dit :—La reine a ouvert le Parlement en personne à 2 h. p. m., le 5. Le temps était froid et à la pluie. Le déploiement militaire a été splendide. La foule, dans les environs de Westminster Hall, n'a manifesté aucun enthousiasme à l'apparition de la reine et du Prince de Galles. La bande a joué "God save the Queen," et le peuple a paru sourd et indifférent. Sa Majesté, vêtue avec une grande magnificence, a gravi les degrés du trône et a fait elle-même la lecture du discours d'ouverture. "Sa voix était ferme et sonore. Son retour au Palais Buckingham n'a pas été aussi calme et aussi agréable que son départ. Les cris de "Reforme" l'accueillaient partout sur son passage. Si la police ne se fut conduite avec une grande modération, il y aurait eu certainement du trouble, vu que la foule était disposée à la violence. La prédiction générale est que la reine n'ouvrira plus jamais en personne le Parlement Impérial. Les partisans de la réforme font de grands préparatifs pour la démonstration populaire du 11 courant. Les hommes du peuple disent qu'ils vont faire voir à la reine une procession qui mérite de porter ce nom.

L'amerume des sentiments populaires n'est pas déguisée. Les rues sont placardées et on y voit écrit que "les hommes privés du droit de suffrage sont des serfs." La fureur reformiste va jusqu'à faire oublier les égards dus à la reine. Celle-ci a décidé d'apparaître plus souvent en public. Elle a fait annoncer une série de réceptions royales pour aujourd'hui.

DERNIÈRES NOUVELLES AMÉRICAINES.

New York, 7 fév.—Un télégramme de Washington dit que le Sénat va confirmer la nomination du général Dix au poste de ministre américain à Paris.—L'assistant secrétaire d'Etat, F. W. Seward, est revenu de sa mission secrète. Il prépare en ce moment son rapport. On croit que cette mission avait pour objet l'achat de l'Ile St. Thomas.

AURONS-NOUS UN GOUVERNEUR OU UN ROI ?

Nous avons publié, dans notre dernière édition de samedi, un article humoristique du Liverpool Journal ; dans cet article il est question de lord Naas, comme notre futur gouverneur. Mais plusieurs journaux américains, qui se croient mieux informés, nous assurent que le prince Alfred sera envoyé ici comme vice-roi pour inaugurer la Confédération. Il va sans dire que nos confrères américains sont peu satisfaits de cette tentative d'établir, dans l'Amérique du Nord, un moyen de ce stratagème, une monarchie européenne. Notre impression est que lord Naas peut être remplacé par un lord Naas ou un lord quelconque, avant que le prince Alfred ne soit intronisé ; mais l'avènement du prince Alfred au trône fédéral ne pourra longtemps se faire attendre. Il n'y aura qu'un obstacle sérieux : l'intervention hostile des Etats-Unis. Cette intervention pourra bien n'avoir lieu qu'après le fait accompli, comme au Mexique. Mais elle aura certainement lieu. On peut prendre note de cette prévision. Elle se réalisera. Les Etats-Unis n'acceptent pas les faits accomplis en pareille matière. Ils l'ont prouvé à Maximilien. Ils le prouveront au prince Alfred. Une haute personnalité politique américaine, avec laquelle nous avons l'avantage d'être en correspondance, nous écrivait dernièrement :

"Dieu est avec le parti républicain et les choses marchent sagement et bien. Mes amis sont tous confiants que les événements s'avancent aussi vite qu'il est prudent et désirable. Mexico, Cuba et le Canada verront régler leur sort simultanément ; et les temps ne sont pas très éloignés... Nous jetons les bases de la prochaine campagne présidentielle. Nous aurons l'homme de la situation. ... Ce devra être un homme qui favorisera ce programme. Colfax paraît être l'homme de la situation. Nous ferons tous nos efforts, et les voies de l'état seront enfilées du souffle ardent de notre zèle et de nos convictions, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus rien comme de la monarchie dans l'Amérique du Nord."

D'un autre côté, il ne serait pas surprenant que l'administration du président Johnson prendrait les devants et que, pour enlever ses voies de vent qui pousse le navire républicain vers ces projets aussi considérables que pratiques, elle prendrait l'initiative dans la question canadienne et ferait d'énergiques représentations à la cour de St. James. Nous n'avons aucun doute que nos prévisions se réaliseraient en tous points, et que les projets monarchiques du bureau colonial et de ses affidés dans les colonies de l'Amérique du Nord, entraîneront une collision suprême entre la république de Washington et la métropole, si celle-ci ne se soumet pas aux justes exigences de sa rivale. Cette dernière éventualité est la plus probable. Nous le croyons et nous le souhaitons. Les rois sont de trop sur la terre d'Amérique. Ils ne peuvent être que des éléments de troubles, que des instigateurs de guerres civiles et de guerres étrangères. Et le despotisme inhérent à tout système monarchique est déjà plus qu'il n'en faut pour nous les faire repousser de toutes nos forces. Nous ne parlons pas du coût énorme et de l'extravagance des cours royales. Le sujet

est connu. Au reste, nous aurons occasion d'y revenir avant longtemps.

MÉDICER LANCOT.

—Sir James Gibson, directeur général du département médical de l'armée, se retire du service. On parle du Dr. Muir, inspecteur général des hôpitaux militaires du Canada, comme devant le remplacer.

—Un américain a réussi à louer plusieurs grandes maisons près des champs Elysées où il pourra loger confortablement environ 1500 personnes pendant l'exposition de Paris. La pension sera de \$2.50 par jour et \$1.00 pour le coucher seulement y compris le déjeuner.

—Des lettres de Rome annoncent que les bons MM. Chauveau et Langevin étaient à Rome, le 8 janvier dernier, et ils avaient été alors reçus par le pape.

—Un médecin de Bordeaux a découvert en quoi les guêpes, si méprisées, sont utiles. Cet insecte, paraît-il, est l'ennemi de toutes les mouches vémineuses dont le dard peut causer le charbon. Il détruit de plus une multitude de petits vers qui s'introduisent dans les fruits et qui peuvent rendre malade une fois qu'on les a mangés. Le dard de la guêpe est aussi un remède pour la goutte, la sciatique et les rhumatismes ; mais quant au moyen de s'en servir, le savant médecin en a gardé le secret.

—John H. Surratt, qui est attendu de jour en jour à la Forteresse Monroe, est accusé de complicité dans la meurtre d'Abraham Lincoln, président des Etats-Unis. Le grand juré de Washington a trouvé, lundi dernier, un vrai tigre contre lui.

—Le Parlement Italien vient de décréter dans tout le royaume d'Italie l'abolition de la peine de mort. Le Daily News, journal conservateur, dit ce matin qu'il faut admettre avec l'histoire que la disparition du gibet ne peut être suivie de bien mauvais résultats.

—L'Europe est menacée d'une guerre générale. En conséquence, le change baisse et les valeurs des divers gouvernements subissent une dépression notable. Les titres les plus recherchés aujourd'hui sont ceux des Etats-Unis. Cela est dû à la paix qui y règne et à la stabilité reconnue du gouvernement de cette république.

On dit que les valeurs américaines sur les divers marchés monétaires européens s'élevaient à pas moins de \$600,000,000.

COUR DU RECORDER, 6 fév.—31 prisonniers ont comparu devant cette cour.

Thérèse Renaud, qui n'a jamais fait partie des onze mille vierges, est condamnée à \$5 ou 1 mois de prison, pour avoir trop goûté le jus de la treille.

Mary Hamilton, vieille duègne, demandée à faire partie des prisonniers de M. Payette, accordé pour 2 mois.

Thomas Hermode, pour s'obstiner à vendre des boissons enivrantes aux disciples de Mars, sans en avoir la permission préalable, \$50 ou 3 mois de prison.

James Williams et Thomas Cawthorn, pour avoir proféré des chansons bachiques dans une auberge, à l'heure où tous les mortels sont plongés dans les bras de Morphée, \$5 ou 1 mois de prison chacun.

Alphonsa Labelle, charretier, pour avoir flanqué un gibelle à cinq feuilles à un nommé Mondou, qui s'est écrié Mondou, en la recevant, \$5 ou 1 mois de prison.

Maurice Moquin et Isidore Bélanger, pour avoir déposé de la neige dans la rue Ontario, \$2 ou 15 jours de prison.

Catherine Callaghan, jeune brunette aux yeux flamboyants, pour avoir fait les yeux doux à la bouteille, \$10 ou 2 mois de prison.

—Un de nos porteurs s'amuse depuis trois jours aux dépens de l'Ordre. Malgré notre défense de ne plus lui porter l'Union, ce porteur, dans le seul but de vexer le voisin qui porte notre feuille, remplit d'aménités à son adresse. Et le voisin nous renvoie gravement notre feuille, après avoir bien eu le soin de la dépouiller de toutes ses nouvelles, comme une compensation des autres agréments que nous lui procurons. Le prochain numéro de l'Ordre contiendra encore une bonne partie des nouvelles qui ont paru depuis trois jours dans l'Union. Ainsi ses lecteurs, si le voisin en a, peuvent compter que le prochain numéro du voisin ne sera pas tout-à-fait dépourvu d'intérêt.

Mais voici que nous découvrons un petit message du voisin. Il écrit sur l'enveloppe de l'Union : "Refus l'échange de la part des propriétaires et rédacteurs de l'Ordre."

Or le principal propriétaire de l'Ordre, M. Pinguet, était absent de la ville. Il n'a donc pu refuser d'échanger. Donc les rédacteurs de l'Ordre ont commis un joli petit mensonge lorsqu'ils ont écrit sur l'enveloppe de l'Union les mots que vous avez cités. Nous ne serions pas surpris que le propriétaire de l'Ordre n'eût pas mis la main aux sottises de ses rédacteurs.

LES VAMPIRES.

Des journaux ont annoncé l'arrestation d'une jeune fille de onze ans qui avait attenté aux jours de sa mère, de sa sœur et de plusieurs de ses compagnes, dans le but de se repaître de leur sang. Soumis à l'examen des hommes de l'art, il a été constaté par eux qu'elle était atteinte de l'étrange et terrible maladie de l'anthropophagie. Grâce à son extrême jeunesse, on pourra redresser en elle cette perversion de l'instinct et de la sensation, dont les annales médicales offrent plus d'un exemple.

On se rappelle l'histoire du sergent Bertrand qui, il y a une dizaine d'années, quittait furtivement sa caserne pour pénétrer, la nuit, dans les cimetières, où il détournait les cadavres fraîchement inhumés, afin de se repaître de leur chair.

Ce vampire est aujourd'hui complètement guéri, et dans la vie normale, où il est resté, les épisodes de son existence passée ne lui apparaissent que comme les souvenirs confus d'un mauvais rêve, d'un horrible cauchemar.

Autrefois, la science eût craint d'aborder cette terrible maladie, attribuée, comme l'épilepsie, à la catalepsie, à la possession du démon.

En 1779, un jeune homme nommé Blaise Ferrave, en qui on avait laissé se développer cette prédisposition à l'anthropophagie, quitta tout à coup le commerce de ses semblables pour se livrer en toute liberté à son sanginaire penchant.

Sa retraite était la cavité d'un rocher sur le sommet d'une des montagnes d'Aure.

De cette caverne, à l'heure des ténébères, il descendait comme un tigre dans les campagnes enlevant les femmes et les filles qu'il pouvait surprendre, les tuait et suçait leur sang jusqu'à satiété. Il en était venu à n'avoir plus d'autre nourriture. Accourus à l'entrée de son repaire, l'œil fixé, dans une immobilité complète, il attendait l'instant et l'occasion du carnage. Jamais il ne marchait qu'armé d'un fusil double, de plusieurs pistolets et d'un poignard.

Tel était l'effroi qu'il inspirait, que souvent il paraissait dans les villes pour renouveler ses invasions, sans qu'on osât lui en refuser ni tenter de l'arrêter.

Souffonné par lui d'avoir tenté de découvrir son refuge, un laboureur vit sa métairie consumée par les flammes. Aux muletiers isolés, égarés dans la montagne, il s'offrait comme guide et les attirait dans sa caverne, où il les égorgait.

En vain une forte récompense avait été promise par l'autorité à celui qui parviendrait à livrer ce monstre à la justice, Ferrave, toujours sur ses gardes, échappait à tous les pièges.

Enfin, un homme du pays, feignant de vouloir mener la même vie sauvage, se retira comme lui dans l'escarpement des rochers à pic. Ils se rencontrèrent. L'anthropophage s'éloigna en grondant de ce compagnon de solitude, et répondait à ses silents en le couchant en joue. Mais l'intrépide paysan savait éviter les balles. Il cria au brigand qu'il avait tort de se défier de lui, et qu'en s'associant ils échapperaient plus aisément aux poursuites.

A la longue, Ferrave se laissa persuader. Une nuit, pendant son sommeil, son compagnon le désarma et le livra aux gendarmes, qui se tenaient en embuscade. Conduit dans la prison de Toulouse, il fut jugé par le parlement de cette ville et condamné à être rompu vif. L'arrêt fut exécuté le 12 décembre 1782.

Ferrave venait d'atteindre sa 25ème année, et il y avait quatre ans qu'il ne se nourrissait que de chair humaine.

—Un correspondant de Toulouse dit qu'un pont de glace est formé sur la rivière du Saguenay jusqu'à la Pointe au Vachon. On n'a pas connaissance que la glace se soit arrêtée aussi bas. Les habitants de l'endroit traversent en traineau, sledge et cariole vis-à-vis l'Anse à l'Eau. Le correspondant annonce de plus qu'il n'y a que 20 pouces de neige dans les bois à cet endroit. Ce fait est considéré comme extraordinaire à cette époque de la saison.

—Il paraît que la récente régate transatlantique a prouvé une vive sensation dans le royaume de Siam. Le roi de ce pays, Maha-Bheraphatumpibidogs XIII a envoyé au jeune Bernatt un immense éléphant blanc pour lui témoigner son admiration et son estime.

J. F. Maguire, député de Cork au Parlement anglais, qui a traversé dernièrement le Canada, se trouvait à la Nouvelle-Orléans, la semaine dernière, et doit être maintenant à Washington.

—Les lecteurs de la presse de San Francisco dit l'Alta se rappellent le nom de Reese Jenkins, un intrépide fouteur de femmes, qui avait l'habitude de comparaître presque journellement devant la cour de police. Il y a quelques semaines, le fils de Jenkins, un jeune garçon de huit ans, fut arrêté pour une légère offense, et, grâce à l'intervention de quelque personne charitable, il fut placé à l'asile des orphelins au lieu d'être envoyé à l'école industrielle. Il s'échappa et fut arrêté de nouveau. Hier, nous avons vu ce pauvre et désespéré père à la calabosse, où elle était allé pour le voir ; elle tenait un enfant dans ses bras, et une personne s'approchant de lui avait un air de moins en demandant la raison. Elle répondait : "C'est son père qui, dans un accès d'irrognerie furieuse, lui a enfoncé une fourchette dans l'œil." Les assistants ne purent retenir un mouvement d'horreur. "Il aurait dû être brûlé vivant !" dit l'un d'eux. La pauvre femme reprit avec un soupir : "Il est allé rendre compte de ses actions maintenant. Mais avant de mourir il avait avoué l'avant-dernier de nos enfants."

Et comme elle s'apercevait qu'on attendait une explication : "Oui, dit-elle, dans un moment de colère, il prit la pauvre petite créature et lui versa du jus de tabac dans les yeux jusqu'à ce qu'elle devint aveugle."

Et penser qu'un tel misérable est mort tranquillement dans son lit ! C'est à douter de la justice de Dieu.

ÉCHOS DE CALIFORNIE.—Nous lisons dans l'Echo du Pacifique : "Un compagne de mineurs du Nevada se propose de prendre une des vieilles cabanes en troncs d'arbres construite en 1849 ou en 1850, et de la transporter à Paris pour l'Exposition. Ils s'assureraient d'un terrain convenable où ils installeraient des sluices, et donneraient aux Parisiens surpris le spectacle des travaux miniers à leur origine, y compris le lavage au plat, au rocker et au sluice. Le prix des places serait fixé à 25 sous. Comptant sur un million de visiteurs, nos entrepreneurs mineurs espèrent ainsi faire plus d'or qu'ils n'en ont recueilli dans tout leur séjour en Californie. Nous avons oublié de dire que 25 ou 30,000 dollars de poudre d'or seraient semés sur le sol pour rendre l'illusion plus complète. Il ne manque, pour l'exécution de ce beau projet que les fonds. Mais ce n'est pas là, on le devine, une difficulté capable d'arrêter des Californiens. Nos hommes vont, dit-on, envoyer un télégramme à Napoléon pour obtenir la permission nécessaire—et probablement le prêt des 30,000 dollars de poudre d'or."

On obtient peut-être plus facilement de Napoléon III trente mille dollars qu'une liberté.

VENDREDI, 8 FÉVRIER 1867.

LA SITUATION EN EUROPE.

Nous sommes colonie, c'est-à-dire, rien sur le globe. Pour sortir de cette position humiliante—encore si elle n'était qu'humiliante—nous devons faire des efforts surhumains. Les temps qu'elle ont les grandes puissances ne voyaient qu'elles dans le monde. Aujourd'hui, toute société doit avoir sa place sous le soleil, et tout homme doit exercer son droit dans la société. Ce qui préoccupe l'homme dans la société, ce n'est plus l'agrandissement extérieur, c'est le perfectionnement intérieur. Aussi les sociétés qui ne sont pas libres cherchent à le devenir : elles veulent contrôler elle-même leur gouvernement intérieur. Ce mouvement est universel depuis quel-

ques années : ce qui ne veut pas dire qu'il est nouveau ; il a de tout temps existé ; seulement son action a été plus ou moins générale, plus ou moins absolue. L'oppression est contre nature : le caractère humain—on peut l'affirmer avec orgueil—ne se soumettra jamais à l'oppression. En supprimant l'oppression, on supprimerait les grandes révolutions ; la rébellion seule serait possible.

Il y a quelque quatre ans, le mouvement partit d'Asie, parmi les Hindous : ce qui prouve que toutes les races humaines sont faites à la même image, formées du même caillou. Et l'Italie chassait alors l'Autriche. La Pologne se tordait sur son séant ; elle est tombée évanouie : la Russie en profite pour la déporter, sans comprendre qu'elle entuple par là même la puissance de haine et de force qu'elle laisse. L'exercice est le tombeau de l'oppression et la résurrection de l'opprimé. L'Angleterre ne maintient pas l'Irlande en paix autant par ses baïonnettes, ses emprisonnements et ses déportations que par ses promesses de réforme. Là encore, ce l'Irlande, quelle exubérance de patriotisme ! quelle ardeur pour l'indépendance ! quel saint amour de la liberté ! La patrie d'O'Connell n'a jamais été plus près de la rétribution. C'est le parti libéral anglais même qui se chargea de lui rendre justice : l'Angleterre condamnera un despotisme séculaire par une simple concession de droits sacrés. L'oppression est illogique : elle crée un scandale si on l'attaque ! Un beau jour, elle imprime elle-même le sceau de la légitimité à ses actes, en substituant la justice à l'arbitraire. Aujourd'hui, il suffit de faire honte aux tyrannies ! La liberté est le dogme reconnu ; c'est le principe à la mode ; on trouve tout simplement ridicule celui qui, pouvant l'avoir, ne la demande pas, et absurde celui qui, pouvant l'accorder, la retient, en attendant l'heure prochaine où on lui l'ôtera. Il faut pousser ce mouvement dans tout l'univers ; au Canada comme ailleurs ; le tout se forme des parties, et pour la liberté, le tout c'est la garantie, c'est la stabilité.

La Grèce a fait honte à l'Europe : elle s'est révoltée contre "l'homme malade," le sultan asiatique, qui tient la cef de l'Europe et ferme la porte de l'Asie-Mineure. La Grèce toute entière imite l'exemple de la Grèce. Nous nous rappelons bien que dès 1834, nous enregistrons notre humble protestation contre la protection que la France et l'Angleterre accordent à l'empire ottoman. Ces deux puissances reculent aujourd'hui devant la répétition de ce scandale. La France paraît préférer voir la Russie, la Prusse et l'Angleterre régler la question seule, plutôt que d'intervenir.

Dependant la réception faite à M. Bourrée, le nouveau ministre français à Constantinople, indiquerait que la France a le tort de se montrer de nouveau officieuse pour le sultan. Cette réception a été si éclatante, si pressée, que les ministres des autres puissances, moins celui de l'Autriche, en ont été vexés. Si la France agit de la sorte, ce ne peut-être, comme on l'a dit, qu'à condition que La Porte donne aux chrétiens tous les droits promis par les anciennes ordonnances.

L'Angleterre suivra-t-elle la France dans cette voie ? Fondra-t-elle sa politique avec celle de la France, de ce côté-là, comme en 1854 ? Préférera-t-elle un partage léonin qui lui donnerait l'Egypte, et à la Russie, Constantinople, à une résistance, concurrentiellement avec la France, aux tendances moscovites ?

Dans le premier cas, la Prusse y trouverait son compte : elle ferait l'Allemagne sienne en la faisant une, par l'accession de l'Allemagne du Sud. Mais alors la France ne saurait être satisfaite : ses rivaux seraient toutes avantagées, tandis qu'elle et ses alliés naturels, en ce moment du moins—nous nommons l'Italie et l'Autriche—ne recevraient au vu accomplissement, et seraient par conséquent affaiblies en proportion directe de l'augmentation de la puissance respective des trois alliés constituant une nouvelle "Sainte-Alliance."

La question d'Orient tient donc en ce moment l'Europe en haleine. Pourra que dans les événements qui se préparent, on n'arrête pas l'essor de cette admirable Grèce ! Il n'y a rien de plus qu'une intervention criminelle de quel que puissance occidentale pour arrêter cet élan. Dans ce cas, nos souhaits seraient pour la Grèce et pour ses alliés, quels qu'ils soient, contre l'intrus de Constantinople. La liberté, l'indépendance de l'opprimé : voilà le droit, le juste, le certain, le positif : le reste n'est que fiction, et les pays qui suivent la politique tortueuse de l'égoïsme, sans se préoccuper s'ils écrasent une victime et aident aux bourreaux, ont toujours abouti—l'histoire le prouve—à la déception, et provoqué le châtiment. La Grèce laissée à elle-même, chasse l'islamisme de chez-elle. N'est-ce pas le moins qu'on lui laisse à cette révolution, qui est encore plus celle du droit contre l'arbitraire, que du christianisme contre l'islamisme, ses conquêtes franches. Au reste en Europe, comme aux Etats-Unis, les souscriptions et les volontaires sont dirigés sur la Grèce. Que Dieu protège en Grèce et partout le génie de la liberté !

La France semble être en proie à un travail intérieur qui s'allie par des concessions au parti libéral. Napoléon a eu honte et peur : honte de se voir maté par Bismark, honte de donner son despotisme en spectacle au monde à l'Exposition Universelle. Il a ouvert les tenailles de fer entre lesquelles il comprimait depuis 1851 le génie de la France, pour le faucher, dit-il, à la liberté. La France n'y serait pas contentée de cette raison, s'il ne l'avait assouffonné de gloire. Avouons qu'il n'a pas mérogé cette épave dont raffole le palais politique de la France. Et il a maintenu l'ordre : c'est encore quelque chose, surtout quand on l'avait soi-même arbitrairement supprimé, sous prétexte qu'il ne pouvait être de longue durée. Les lauriers de Bismark ont fait pâlir la gloire de l'empire ; l'empereur a dû se faire bourgeois, le tyran libérateur—dans quelles limites, c'est ce que nous saurons au juste avant quelque temps.

Et Napoléon a eu peur—il aura toujours peur dorénavant : ces beaux temps sont passés. Il a eu peur de trente millions de Français, auxquels il faut de la liberté quand on ne leur prodigue pas de la gloire. Or, a part Bismark et la Sodowa, l'expédition du Mexique, qui a pu être glorieuse dans ses détails, n'est un fiasco dans son ensemble, pour le présent du moins. Ce fiasco est d'autant plus sensible, que l'opposition au Cour Législatif n'a cessé de le prédire. Or tous ses conseils ont été repoussés et toutes ses prédictions se sont réalisées !

Une liberté compense une désite, a dit Napoléon, et il a concédé quelques bribes—importantes du reste. A-t-il concédé assez ?

S'est-il trouvé trop tôt ou trop tard ? On verra qu'il s'est trouvé trop tard. Le charme est détruit : rien ne pourra jamais remettre Napoléon au faite d'où sa folle politique en Italie l'a fait déchoir.

On fait remonter sa faute à l'assistance morale qu'il a donnée à la Prusse, qui a constitué sur les frontières de la France un empire plus puissant que celui de Napoléon III et qui le menace aujourd'hui. La faute remonte plus loin. Si elle ne date du jour où il a décidé de constituer le royaume d'Italie, elle date certainement du jour où il a refusé, par la paix de Villafranca, de poursuivre ses victoires et de constituer l'Italie libre des Alpes à l'Adriatique. Pourquoi a-t-il rétrogradé à la Prusse le soin de faire ce qu'il aurait pu faire lui-même ? Trois ans plus tard, il n'aurait pas eu besoin de faire battre l'Autriche par la Prusse pour constituer non plus seulement le royaume italien, mais l'Allemagne Prussienne ! Aujourd'hui, il propose à la France des projets de loi, qui sont mal accueillis, des alliances qui n'inspirent que peu de confiance. L'Angleterre ne peut guère lui aider, l'Autriche a trouvé le moyen de mécontenter la Hongrie et ne peut rien faire sans donner satisfaction à celle-ci ; et ce qu'elle fera alors se réduira à peu de choses : elle n'attendra certainement pas un effectif d'un million d'hommes comme elle se le proposait. L'Italie, dans son opinion du moins, doit autant à la Prusse qu'à la France ; elle a plus à attendre de la Prusse que de l'Autriche, à laquelle on veut l'allier, et que de la France, qui lui ferme toujours le chemin de Rome, tandis que la Prusse l'y pousse.

Il résulte de l'examen de la situation que les rapports internationaux des grandes puissances n'ont jamais été si précises : les intérêts n'ont jamais été si multiples et si opposés au même moment ; jamais, depuis 1809, l'Europe n'a été à la veille d'un branle-bas aussi général. Il n'y aura pourtant pas de rupture cette année, excepté que la Prusse et la Russie, mieux préparées que toutes les autres puissances, n'entrent inopinément dans l'accomplissement de leurs projets d'extension. La France temporisera jusqu'à l'Exposition. Avouons qu'elle est ballottée entre une opinion publique à la quelle réjouit la perspective des sacrifices de la guerre, en vue surtout des bénéfices actuels de la paix ; et un gouvernement qui voudrait à tout prix reconquérir son prestige plus qu'à moitié évanoui, sans compromettre cependant le succès du grand concours industriel et artistique qu'il prépare au monde dans "la capitale de la civilisation."

Tout dépendra en grande partie de l'attitude de l'opposition à l'ouverture des chambres françaises. On regarde comme un indice de modération le fait que les coalitions de l'opposition auront lieu, cette année, dans les salons de M. Thiers orléaniste ; d'habitude, l'opposition se réunissait chez M. Marie, libéral. Mais cette modération indique plutôt de la conciliation entre les nuances de l'opposition que de l'indulgence réelle pour la politique de Napoléon III. Mais si l'esprit militaire en France est assoupi, et si l'esprit belliqueux existe encore, comme l'a subtilement défini M. Rouher, en présence du corps diplomatique, le réveil est encore facile et pourrait bien avoir lieu avant l'Exposition même. Dans ce cas, les projets de reorganisation militaire de l'armée française entraîneront simultanément et l'opposition et l'opinion publique. La France a une voie à suivre qui peut la mener loin, la replacer au faite et lui permette de commander de nouveau la situation. C'est de se mettre elle-même sous l'égide de la liberté et de contrer que les peuples opprimés à une délivrance simultanée. La renonciation de la France à sa liberté a donné aux despotes leurs conquêtes franches. Le retour de la France à la liberté mettrait les potentats en désarroi, lui ferait de chaque peuple opprimé un allié sûr, de chaque sujet mécontent de la Russie et de la Prusse un admirateur et un ami, et donnerait aux despotes plus de brégoine chez eux qu'ils n'en faudrait pour leur faire renoncer à leurs projets d'agrandissements territoriaux. C'est le parti que la France adoptera, sinon de propos délibéré, du moins au moment suprême, lorsque l'heure de la lutte aura sonné.

L'époque où nous vivons est étonnante de complications et de péripiéties. Mais de toutes se dégagent la liberté et l'émancipation politique des peuples. Espérons qu'il en rejillira quelque chose sur notre patrie. En suivant le cours des événements, peut-être attirerons-nous le fluide régénérateur qui s'en dégage.

MÉDICER LANCOT.

—Mercredi soir, un monsieur laissa son cheval et son sleigh devant une porte, rue St. François. En sortant, il s'aperçut que sa voiture était disparue. Il courut à la station de police et des hommes furent envoyés en toute hâte aux diverses barrières de la ville pour avoir des informations sur les voitures qui les avaient dérangés, ou pour attendre celles qui les suivraient. Les détectives Bouchard et Cullen prirent le chemin de La Prairie. Ils découvrirent une piste qui leur fut de cello des voleurs. A La Prairie, ce pendant, ils la perdirent, mais ils la retrouvèrent et la suivirent jusqu'à une cabane qui se trouve sur la glace et tenue par un nommé Poitras. Ils trouveront là le cheval et le sleigh en la possession de quatre jeunes gens. Après beaucoup de dispute et de contestation, ceux-ci furent arrêtés et liés avec les guides. Le cheval fut-é conduit par la bride jusqu'à la ville par l'un des détectives. Reçus à la

TRAITEMENT SPECIAL des maladies de la Peau, des Yeux, des Maladies de la Gorge et des Poux, des Maladies de la Corne, des Maladies de la Voie et de la Vessie, etc.

A. A. SOULACROIX, Docteur en Médecine et Chirurgien Français diplômé de la Faculté de Paris, bachelier en lettres, bachelier en sciences physiques, et élève de M. Bichat, etc.

Union Nationale, Montréal, Samedi, 9 Février 1867.

Dépêches Spéciales

Toronto, 8 fév. — Le blé du printemps est plus demandé aujourd'hui, mais à des prix que les marchands ne peuvent accepter.

TELEGRAPHIE GENERALE

London, 8 fév. — Lord Carnarvon présente la semaine prochaine en Parlement un bill pour l'Union des provinces britanniques de l'Amérique du Nord.

REVUE DES JOURNAUX FRANÇAIS.

Pour les juifs, le samedi a été, depuis le passage de la mer rouge au moins, le jour du sabbat. Nous ne voulons pas participer à cette pratique juive qui en faisant aujourd'hui la revue des journaux.

tout pays, et le Journal de St. Hyacinthe gagne tous les jours en importance.

L'ère Nouvelle, qui a toujours eu un caractère d'agrément bien prononcé, mais qui avait été longtemps privé de rédaction.

Le Franco-Canadien, qui sommeillait depuis longtemps, paraît vouloir renaitre à la vie. Nous avons du reste le plaisir d'annoncer, indistinctement peut-être, que ce journal va bientôt prendre des développements.

Dans ce qui précède, nous n'avons fait allusion directement, qu'aux journaux de l'opposition, de la nuance radicale ou de la nuance nationale.

On ne rend bien que ce que l'on a été bien. Si Echo a mal rendu, c'est peut-être parce qu'il avait pris un "coup" surprenant.

LA "DEPOSSESSION" DU PRESIDENT JOHNSON.

Nous n'avons jamais compris l'engouement des conservateurs pour M. Johnson, et ses débuts comme vice-président présageaient la fin de son existence agitée.

"En apprenant que les radicaux n'avaient pas hésité un instant à commettre cet acte extrême, les feuilles plus libérales ont senti un regret réel, que les autres ont manifesté ouvertement et que les autres ont laissé dériver par leur silence.

changements fréquents, sans avoir les avantages de la stabilité.

"Voilà ce que disent les monarchistes, et ce sont les républicains des Etats-Unis eux-mêmes qui leur fournissent des arguments. Comme si ce n'était point assez de ce désappointement politique, il nous arrive accompagné de menaces d'une crise financière, qui n'ont pas causé moins de désarroi chez les admirateurs des institutions américaines.

"Cetle déception serait sentie d'autant plus vivement qu'il y a, en France, un désir général de rapprochement avec les Etats-Unis. Le gouvernement est en cela d'accord avec le pays.

On sait que M. Gaillardet a toujours été démocrate par instinct et monarchiste par ambition ou par goût. De là le vague de ses idées et de ses sympathies.

MÉDECIN LANGTOT.

—La confédération sera prise en considération la semaine prochaine dans le Parlement anglais. Au moins, une dépêche transatlantique nous l'annonce ce matin.

COMMERCE.

Montreal, 9 fév. Ce matin le temps est beau et doux. Marché tranquille et nominal. Il ne s'est pas fait d'affaires en gros.

New-York, 8 fév. Coton — Tranquille à 33c. Fleur — Recettes 90 qtr. marché lourd, et un peu plus facile, ventes 5,800 qtr.

BULLETIN FINANCIER.

New-York, 9 fév. — Ouvert à 137 1/2 — Change sterling 1/2. — Greenbacks achetés à 27 1/2 et vendus à 26 1/2 d'escompte.

—Par des causes que nous ignorons, la télégraphie générale n'a pas été reçue à Montréal aujourd'hui.

ORDINATIONS — Le 30 du mois dernier, le Grand Mgr de Kingston a conféré les Ordres suivants dans sa cathédrale :

—Deux filles, de Loewenworth, se disputaient dernièrement sur la question de savoir laquelle des deux méritait le plus de sucre.

—Un décret en date du 16 janvier, rendu sur la proposition du ministre de la guerre, fait passer les pouvoirs extraordinaires délégués au maréchal Bazaine comme commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique.

—Nous avons déjà parlé de l'insurrection de la Jamaïque. On se souvient que la population noire de cette colonie anglaise était réduite à une condition voisine de l'esclavage.

—Un décret en date du 16 janvier, rendu sur la proposition du ministre de la guerre, fait passer les pouvoirs extraordinaires délégués au maréchal Bazaine comme commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique.

—L'Angleterre, durant l'année 1866, a été visitée par un fléau que l'on ne connaissait pas encore. Une maladie s'est répandue parmi les bestiaux que l'on a nommé épizootie.

—Il paraît maintenant que le successeur de notre gouverneur actuel ne sera pas Lord Naas, si bien dépeint dans une correspondance que nous avons déjà publiée.

—M. John A. McDonald est marié depuis quelques jours avec une demoiselle Barnard, sœur du colonel Barnard.

—M. Deyha a reçu instruction de poursuivre en diffamation tous les journaux qui l'ont assailli, tout comme s'il avait été trouvé coupable. C'est bien fait. Pour notre part nous n'avons jamais vu pire scandale, surtout de la part des journaux anglais.

—M. Daniel McNevin, qui était en prison en attendant son procès au prochain terme de la Cour du Banc de la Reine, sur une accusation de faux, a été admis à caution hier par le juge Monroel.

—Nous avons depuis deux ou trois jours une température printanière. Depuis hier soir, il pleut comme en plein jour de mai et la neige fond rapidement.

—M. Daniel McNevin, qui était en prison en attendant son procès au prochain terme de la Cour du Banc de la Reine, sur une accusation de faux, a été admis à caution hier par le juge Monroel.

—M. Deyha a reçu instruction de poursuivre en diffamation tous les journaux qui l'ont assailli, tout comme s'il avait été trouvé coupable. C'est bien fait. Pour notre part nous n'avons jamais vu pire scandale, surtout de la part des journaux anglais.

—M. Daniel McNevin, qui était en prison en attendant son procès au prochain terme de la Cour du Banc de la Reine, sur une accusation de faux, a été admis à caution hier par le juge Monroel.

—M. Deyha a reçu instruction de poursuivre en diffamation tous les journaux qui l'ont assailli, tout comme s'il avait été trouvé coupable. C'est bien fait. Pour notre part nous n'avons jamais vu pire scandale, surtout de la part des journaux anglais.

—M. Daniel McNevin, qui était en prison en attendant son procès au prochain terme de la Cour du Banc de la Reine, sur une accusation de faux, a été admis à caution hier par le juge Monroel.

—M. Deyha a reçu instruction de poursuivre en diffamation tous les journaux qui l'ont assailli, tout comme s'il avait été trouvé coupable. C'est bien fait. Pour notre part nous n'avons jamais vu pire scandale, surtout de la part des journaux anglais.

en fer entre New York et les Indes occidentales. La route embrassera Porto Rico, St. Toman, Antigua, la Martinique, Ste. Croix, St. Dominique, la Jamaïque, la Havane et les Bermudes.

—Nous lisons dans le Messenger de New-York : — "Comme il était aisé de le prévoir, presque tous les journaux canadiens ont écrit en chœur des articles ruisselants d'un lyrisme moisi, pour célébrer le miracle opéré par la Vierge immaculée en faveur de saur Marie Saint-Thomas."

—Mais le télégraphe nous apprend aujourd'hui une nouvelle qui pourrait bien refroidir la ferveur dihybramique de nos confrères : La religieuse dont il s'agit est morte le soir même de sa guérison miraculeuse !

—Nous reproduisons le paragraphe ci-dessus non pas que nous ayons quelque doute sur l'inexactitude de l'assertion qu'il contient, mais afin que cette assertion soit démentie par ceux qui ont une connaissance personnelle des faits, si toutefois, on le juge à propos.

—NOUVEAU VOL DANS WALL STREET. — Le quartier de la finance a été jeté à bas hier dans une nouvelle perplexité. Cent mille dollars en titres de dette de l'Etat ont été volés dans le bureau de M. Léonard W. Jerome, au no. 42 Exchange Place.

—Deux filles, de Loewenworth, se disputaient dernièrement sur la question de savoir laquelle des deux méritait le plus de sucre. Elles étaient alors au milieu de leur repas, et au fort de la dispute, la table fut renversée sur la tête d'un enfant de trois ans qui fut tué instantanément.

—ACCIDENT. — Mercredi après midi, la toiture de la fonderie de M. Ritchie, rue St. Paul, s'écroula sous le poids de l'immense quantité de neige qui s'y était accumulée.

—Un décret en date du 16 janvier, rendu sur la proposition du ministre de la guerre, fait passer les pouvoirs extraordinaires délégués au maréchal Bazaine comme commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique.

—Nous avons déjà parlé de l'insurrection de la Jamaïque. On se souvient que la population noire de cette colonie anglaise était réduite à une condition voisine de l'esclavage.

—Un décret en date du 16 janvier, rendu sur la proposition du ministre de la guerre, fait passer les pouvoirs extraordinaires délégués au maréchal Bazaine comme commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique.

—L'Angleterre, durant l'année 1866, a été visitée par un fléau que l'on ne connaissait pas encore. Une maladie s'est répandue parmi les bestiaux que l'on a nommé épizootie.

—Il paraît maintenant que le successeur de notre gouverneur actuel ne sera pas Lord Naas, si bien dépeint dans une correspondance que nous avons déjà publiée.

—M. John A. McDonald est marié depuis quelques jours avec une demoiselle Barnard, sœur du colonel Barnard.

—M. Deyha a reçu instruction de poursuivre en diffamation tous les journaux qui l'ont assailli, tout comme s'il avait été trouvé coupable. C'est bien fait. Pour notre part nous n'avons jamais vu pire scandale, surtout de la part des journaux anglais.

—M. Daniel McNevin, qui était en prison en attendant son procès au prochain terme de la Cour du Banc de la Reine, sur une accusation de faux, a été admis à caution hier par le juge Monroel.

—Nous avons depuis deux ou trois jours une température printanière. Depuis hier soir, il pleut comme en plein jour de mai et la neige fond rapidement.

—M. Daniel McNevin, qui était en prison en attendant son procès au prochain terme de la Cour du Banc de la Reine, sur une accusation de faux, a été admis à caution hier par le juge Monroel.

—M. Deyha a reçu instruction de poursuivre en diffamation tous les journaux qui l'ont assailli, tout comme s'il avait été trouvé coupable. C'est bien fait. Pour notre part nous n'avons jamais vu pire scandale, surtout de la part des journaux anglais.

—M. Daniel McNevin, qui était en prison en attendant son procès au prochain terme de la Cour du Banc de la Reine, sur une accusation de faux, a été admis à caution hier par le juge Monroel.

—M. Deyha a reçu instruction de poursuivre en diffamation tous les journaux qui l'ont assailli, tout comme s'il avait été trouvé coupable. C'est bien fait. Pour notre part nous n'avons jamais vu pire scandale, surtout de la part des journaux anglais.

OPINIONS DE LA PRESSE SUR LES PRÉTENTIONS DE L'ORDRE.

Il n'y a pas de journaux si ennemis de l'Union qui n'aient été outrés des prétentions ridicules et illusoires de l'Ordre. Nous citons quelques unes des appréciations dont pulvérit en ce moment les journaux.

(Du Journal de Trois-Rivières.) L'Ordre se plaignait dernièrement de certains vols que lui faisait, prétendait-il, la presse conservatrice. C'est une manière de faire de la réclame pour soi-même.

Quant à nous, nous avons bien ri en entendant l'Ordre réclamer, parce que certains journaux ne lui donnaient pas crédit pour des nouvelles qu'il avait pignées, soit dans la Minerve, soit dans les journaux anglais de Montréal.

—La mission Tonello peut être considérée comme totalement arrivée à son terme. L'Italie annonce que l'accord est fait en ce qui concerne la question des évêques.

—L'International de Londres prétend que les députés de l'opposition au corps législatif français, ont l'intention d'offrir en masse leur démission. Si ce bruit est fondé, on peut augurer que la France est à la veille de troubles.

—Les cabinets de Rome et de Florence se rapprochent, dit-on, tous les jours davantage.

—Un décret en date du 16 janvier, rendu sur la proposition du ministre de la guerre, fait passer les pouvoirs extraordinaires délégués au maréchal Bazaine comme commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique.

—Nous avons déjà parlé de l'insurrection de la Jamaïque. On se souvient que la population noire de cette colonie anglaise était réduite à une condition voisine de l'esclavage.

—Un décret en date du 16 janvier, rendu sur la proposition du ministre de la guerre, fait passer les pouvoirs extraordinaires délégués au maréchal Bazaine comme commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique.

—L'Angleterre, durant l'année 1866, a été visitée par un fléau que l'on ne connaissait pas encore. Une maladie s'est répandue parmi les bestiaux que l'on a nommé épizootie.

—Il paraît maintenant que le successeur de notre gouverneur actuel ne sera pas Lord Naas, si bien dépeint dans une correspondance que nous avons déjà publiée.

—M. John A. McDonald est marié depuis quelques jours avec une demoiselle Barnard, sœur du colonel Barnard.

—M. Deyha a reçu instruction de poursuivre en diffamation tous les journaux qui l'ont assailli, tout comme s'il avait été trouvé coupable. C'est bien fait. Pour notre part nous n'avons jamais vu pire scandale, surtout de la part des journaux anglais.

—M. Daniel McNevin, qui était en prison en attendant son procès au prochain terme de la Cour du Banc de la Reine, sur une accusation de faux, a été admis à caution hier par le juge Monroel.

—Nous avons depuis deux ou trois jours une température printanière. Depuis hier soir, il pleut comme en plein jour de mai et la neige fond rapidement.

—M. Daniel McNevin, qui était en prison en attendant son procès au prochain terme de la Cour du Banc de la Reine, sur une accusation de faux, a été admis à caution hier par le juge Monroel.

—M. Deyha a reçu instruction de poursuivre en diffamation tous les journaux qui l'ont assailli, tout comme s'il avait été trouvé coupable. C'est bien fait. Pour notre part nous n'avons jamais vu pire scandale, surtout de la part des journaux anglais.

—M. Daniel McNevin, qui était en prison en attendant son procès au prochain terme de la Cour du Banc de la Reine, sur une accusation de faux, a été admis à caution hier par le juge Monroel.

—M. Deyha a reçu instruction de poursuivre en diffamation tous les journaux qui l'ont assailli, tout comme s'il avait été trouvé coupable. C'est bien fait. Pour notre part nous n'avons jamais vu pire scandale, surtout de la part des journaux anglais.

